GFA GROUP
Your purpose
Our expertise

GFA CONSULTING GROUP

GOUVERNANCE

SOCIETE CIVILE ET DEMOCRATIE
DÉVELOPPEMENT URBAIN
POLITIQUE DES FINANCES PUBLIQUES & REFORME
PAIX ET SÉCURITÉ
DÉCENTRALISATIONE-GOVERNANCE
E-GOUVERNANCE
PROTECTION SOCIALE
RÉFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

© filipefrazao | stock.adobe.com

SOCIETE CIVILE ET DEMOCRATIE

© GFA/SDC

Les États démocratiques sont parvenus à bâtir des sociétés stables dotées d'économies compétitives et de systèmes de services publics performants. Dans les démocraties établies, la société civile fait office de gardienne des droits de l'Homme et des peuples et exerce une influence substantielle sur la définition ou la remise en question de l'agenda politique.

LES DEFIS

Le soutien aux jeunes démocraties a constitué des décennies durant une des priorités des organisations internationales en charge du développement. Le soutien apporté à la société civile (SC) s'est principalement concentré sur l'aide à la création d'un cadre juridique, à la cartographie, à la formation et au renforcement des capacités des acteurs non étatiques, permettant de créer une société civile dynamique dans de nombreux pays. Ces dernières années, cependant, on observe un retour de bâton autoritaire. L'espace accordé à la société civile se rétrécit à l'échelle mondiale, modifiant progressivement les programmes de soutien à son profit, puisque les mesures explicites et implicites qui s'y rapportent sont désormais stratégiquement imbriquées.

CONCEPT ET SERVICES DE GFA

GFA a participé à divers projets de soutien en faveur de la société civile, allant du renforcement des capacités et de la formation des acteurs non étatiques à la gestion des fonds. Ce soutien à pour but de renforcer d'une part la confiance entre les acteurs étatiques et non étatiques en instaurant un dialogue structuré, d'autre part les liens entre les organisations de la société civile (OSC) et leurs membres. En conséquence, les OSC sont elles-mêmes soutenues dans leur participation à la planification du développement local et régional. Sans oublier que GFA met en œuvre des programmes de communication et de visibilité au profit de l'engagement des parties prenantes, et promeut les droits de l'Homme et des peuples.

© GFA/SDC

DÉVELOPPEMENT URBAIN

© Bartosz Hadyniak | istockphoto

LES DÉFIS

On estime que 68 % de la population mondiale vivra en ville d'ici à 2050, alors que 70 % des infrastructures urbaines nécessaires n'ont pas encore été construites. Les zones urbaines sont donc confrontées à des défis multidimensionnels tels que la croissance rapide de la population, l'inadéquation des infrastructures, la dégradation de l'environnement et la pénurie de logements abordables. Les inégalités sociales et les disparités économiques au sein des villes exacerbent encore la complexité des crises de développement urbain et des initiatives visant à résoudre ces problèmes.

© GFA | Ville intelligente en Inde

CONCEPT ET SERVICES DE GFA

GFA soutient les gouvernements et les organisations du monde entier dans leur engagement à mettre en œuvre le nouvel agenda urbain promu par UN Habitat III, et à créer des villes habitables, inclusives et aux bases solides. GFA promeut une approche intégrée et holistique du développement urbain dans tous ses départements en utilisant une grande variété de méthodes et d'outils.

Plus spécifiquement, les services de GFA comprennent, sans s'y limiter, le soutien au développement des capacités des gouvernements locaux et nationaux afin de renforcer les institutions qui planifient, construisent, développent et gouvernent les villes. Cela comprend la mise en réseau et l'échange international entre les villes et les décideurs politiques, ainsi que l'élaboration de politiques et la promotion d'un aménagement du territoire innovant, inclusif et participatif. En outre, l'aide à la construction et à la gestion des infrastructures comprend le transport durable et la fourniture de services de base.

POLITIQUE DES FINANCES PUBLIQUES & REFORME

© Andrey Popov

LES DÉFIS

Les gouvernements du monde entier sont confrontés à des déséquilibres budgétaires et à des risques au sein des systèmes de gestion des finances publiques (GFP). Les institutions de finances publiques, telles que les ministères des finances, sont confrontées à des défis au moment de traiter les impacts des politiques macroéconomiques sur la croissance, la pauvreté, l'inégalité, le changement climatique et le financement des infrastructures. La mobilisation efficace des finances publiques est cruciale pour un développement inclusif. GFA renforce donc les systèmes de gestion des finances publiques en procédant à des examens sectoriels complets dans le cadre de réformes administratives publiques plus vastes et en renforçant les structures de gestion des finances publiques tout en les alignant sur les normes internationales.

CONCEPT ET SERVICES DE GFA

GFA travaille avec les ministères des finances pour qu'ils deviennent des décideurs stratégiques qui protègent l'efficacité des dépenses publiques ainsi que la génération et la gestion des recettes. Cette approche se concentre sur le renforcement de la discipline budgétaire, l'amélioration de l'efficacité de la gestion des dépenses et des recettes et la poursuite de l'alignement sur la mise en œuvre des ODD. Les experts GFA analysent et renforcent les processus de gestion des finances publiques au moyen d'outils de diagnostic standard tels que les dépenses publiques et la responsabilité financière (PEFA), qui améliorent les processus budgétaires, les rapports financiers, l'audit et la transparence. Dans le cadre de son travail avec les gouvernements, GFA s'attaque aux vulnérabilités fiscales, améliore les fonctions de gestion des finances publiques et encourage une approche consistant à « collecter plus et à dépenser mieux ».

L'expertise de GFA en matière de développement et de mise en œuvre de cadres macro-budgétaires établit une feuille de route pour la durabilité fiscale et la stabilité économique, y compris l'intégration de structures budgétaires à moyen terme. Dans un souci d'inclusion, GFA aide les gouvernements à intégrer les principes de budgétisation sensible au genre et au climat, en veillant à ce que les décisions budgétaires prennent en compte les divers besoins et priorités de tous les citoyens et de l'environnement.

Les services de consultation de GFA englobent le renforcement des systèmes de gestion des finances publiques et des politiques macro-fiscales ainsi que la modernisation de leurs structures en instaurant une réforme de bout en bout. Pour ce faire, il s'agit pour GFA de développer les capacités des ressources humaines et d'aider les ministères des finances à passer à une approche de définition des politiques et à une meilleure administration des recettes.

PAIX ET SÉCURITÉ

© Prakich Treetasayuth | istockphoto

Le développement durable ne saurait exister sans la paix et la sécurité. À l'heure actuelle, de violents conflits et d'innombrables crises menacent la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes dans le monde. Pour se remettre de ces catastrophes et éviter qu'elles ne se reproduisent, GFA met tout en œuvre pour aider ses partenaires à atteindre les ODD. Pour ce faire, des institutions responsables aux bases bien ancrées permettent aux citoyens de se sentir en sécurité dans leur vie quotidienne. L'objectif est de s'attaquer aux causes structurelles des conflits violents et de développer les capacités nécessaires afin de transformer les conflits de manière pacifique.

LES DÉFIS

Les conflits et les menaces qui pèsent sur la sécurité sont de plus en plus longs et complexes. Les problèmes qui en découlent sont souvent liés à la faiblesse de la gouvernance et de l'État de droit, à la pauvreté, aux inégalités, au manque de participation publique, mais aussi à la discrimination et aux inégalités entre les sexes, à la radicalisation et à l'extrémisme violent, aux déplacements forcés et aux migrations, au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.

CONCEPT ET SERVICES DE GFA

Si GFA a l'habitude d'opérer dans des environnements fragiles, elle s'engage également dans l'édification de l'État. Main dans la main avec nos experts, nous cherchons à surmonter la fragilité de l'État dans le cadre d'un processus fondé sur une relation constructive et inclusive entre l'État et la société. L'expérience montre que le paysage des ONG d'un État reflète souvent les défis auxquels est confrontée la société concernée. GFA est donc convaincue que la société civile et le secteur privé sont des partenaires indispensables dans les processus de réforme pour enraciner les institutions dans la société et, à terme, pérenniser l'édification de l'État au-delà du simple renforcement de ses institutions. Dans de nombreux projets, GFA a contribué à créer un espace public efficace dédié au dialogue afin que les citoyens aient l'occasion d'acquérir une expérience des processus démocratiques en participant à ces plateformes.

© ananaline | istockphoto

DÉCENTRALISATION

©robnaw|stock.adobe.com

LES DÉFIS

La décentralisation est au cœur de l'autonomisation et de la participation aux processus politiques locaux qui améliorent les services publics et répondent aux besoins des citoyens. Lorsque l'État démocratique est menacé, les structures de gouvernance locale solides jouent un rôle crucial dans la sauvegarde du pouvoir conféré aux citoyens et à la société civile.

La décentralisation est la pierre angulaire des réformes dans de nombreux pays en transition. Elle renforce la gouvernance démocratique, répond aux demandes locales, fournit de meilleurs services aux citoyens et, par conséquent, accroît sa légitimité. Cependant, malgré un transfert de pouvoir et de compétences aux niveaux subnationaux, les administrations régionales et locales manquent souvent de capacités, d'institutionnalisation et d'efficacité dans leurs procédures et flux de travail. La génération de ressources financières est insuffisante et leur allocation inefficace. Par conséquent, il n'est pas rare que les gouvernements locaux ne répondent pas aux attentes des citoyens, ce qui compromet le soutien de la population à la réforme.

CONCEPT ET SERVICES DE GFA

GFA accompagne les processus de transformation et propose des services en matière de décentralisation aux institutions locales, à la société civile et à d'autres bénéficiaires. Le dialogue axé sur les objectifs est considéré comme essentiel afin de concevoir des réformes reflétant le mélange d'outils personnalisés axés sur le client et de méthodes de pointe. Les services de consultation de GFA s'étendent des nouvelles approches de la gestion de l'administration locale à la coopération entre les acteurs locaux et les départements à différents niveaux, en passant par la planification axée sur le développement. L'élaboration de mécanismes de transfert financier vertical est complétée par l'amélioration des recettes locales et de l'administration fiscale en vue d'une plus grande autonomie financière locale. Le développement des capacités humaines et l'unité GFA Digital Learning for Impact (DLI) pour l'éducation des adultes et la formation des salariés sont au cœur des interventions de l'entreprise. Des outils numériques centrés sur l'Homme et des flux de travail viennent compléter ces services.

© GFA/GIZ | ProDec Niger

E-GOUVERNANCE

LES DÉFIS

L'e-gouvernane, ou gouvernance électronique, est un élément fondamental de la réforme administrative moderne et de l'engagement des citoyens, mais elle pose également des défis complexes. L'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les opérations gouvernementales requiert des investissements infrastructurels considérables et des ressources humaines compétentes. De plus, la garantie de la sécurité des données et la protection de la vie privée des citoyens sur les plateformes numériques représentent une préoccupation majeure. Les disparités numériques persistent à l'échelle mondiale et renforcent les inégalités dans l'accès aux services de gouvernance électronique. La résistance au changement au sein des institutions gouvernementales et parmi les citoyens peut entraver l'adoption de nouvelles technologies. De surcroît, l'établissement de l'interopérabilité entre les systèmes gouvernementaux et le maintien du rythme des avancées technologiques exigent des efforts continus et des ajustements.

CONCEPT ET SERVICES DE GFA

GFA promeut une approche intégrée et holistique de l'e-gouvernance qui adhère aux Principes pour le Développement Numérique. En reconnaissant le pouvoir transformateur de l'e-gouvernance dans la promotion d'une administration publique inclusive, efficace et transparente, GFA soutient les gouvernements et les organisations du monde entier dans le développement et la mise en œuvre de solutions de gouvernance numérique centrées sur les citoyens.

GFA veille à ce que les services numériques soient conviviaux et accessibles à travers :

- Le développement des capacités : programmes de formation, ateliers et plateformes d'apprentissage virtuelles pour améliorer les compétences en gouvernance numérique.
- L'élaboration de politiques et de stratégies : aide à la formulation de stratégies et de cadres globaux en matière de gouvernance numérique.
- Le soutien à la mise en œuvre : assistance technique dans le déploiement de plateformes numériques et garantie de l'interopérabilité des systèmes.
- L'engagement des parties prenantes : promotion des échanges internationaux et de la collaboration entre les décideurs politiques et les experts.
- La co-création et la conception centrée sur l'humain : favorisation de la collaboration dans la conception et le prototypage de services numériques personnalisés.
- Le suivi et l'évaluation : suivi des progrès et de l'impact des initiatives de l'e-gouvernance.

PROTECTION SOCIALE

LES DÉFIS

Plus de 70 % de la population mondiale ne dispose d'aucune forme de sécurité sociale. Or, les systèmes de protection sociale sont impératifs pour lutter contre la pauvreté et réduire l'exposition économique et sociale des groupes pauvres, vulnérables et marginalisés. La majorité de ces derniers travaillent dans le secteur informel, ce qui aggrave encore la pauvreté structurelle. Alors que certaines économies émergentes ont mis en place des politiques et des programmes de protection sociale, de nombreuses nations à faible revenu sont confrontées à un manque de financement et à des systèmes fragmentés qui conduisent à une faible couverture parmi les personnes pauvres et vulnérables. Malgré ces obstacles, la protection sociale est de plus en plus reconnue comme un facteur de réussite pour stimuler la productivité et la croissance inclusive. Le débat porte désormais sur la meilleure façon de concevoir et de financer les systèmes correspondants, en opposant la couverture universelle à la couverture ciblée. Dans l'agenda post-2015, la protection sociale a été reconnue comme un droit de l'Homme essentiel au développement économique durable et à la réalisation des objectifs mondiaux. En outre, son rôle dans la réponse aux crises, aux conflits, aux effets du changement climatique et aux migrations met en évidence sa pertinence croissante dans divers contextes.

CONCEPT ET SERVICES DE GFA

GFA aide les gouvernements du monde entier à renforcer leurs politiques et mécanismes de protection sociale afin de rendre les personnes et les administrations plus autonomes. Les mesures connexes visant à développer et à mettre en œuvre des systèmes plus efficaces permettront alors d'accroître la couverture de protection sociale.

Grâce à son expertise interne et à son vaste réseau d'experts, GFA offre une assistance technique pour renforcer la protection sociale dans le cadre médical ou la mise en place de systèmes de transfert conditionnel d'argent et d'assistance sociale. Des équipes de consultants conseillent les gouvernements en matière de politique et de développement institutionnel, de services de développement des capacités, de formation et de sensibilisation pour les fonctionnaires, les acteurs non gouvernementaux et les communautés locales. Le suivi et l'analyse des mécanismes de protection sociale font également partie de l'éventail de services de l'entreprise.

RÉFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

© tong2530|stock.adobe.com

LES DÉFIS

La réforme de l'administration publique (RAP) est inscrite à l'ordre du jour de la coopération internationale depuis ses débuts. Bien que les priorités aient varié au fil du temps, le principal défi de la réforme demeure : comment aider les États et leurs administrations à fournir de meilleurs services à leurs citoyens ?

Dans de nombreux pays, l'administration publique est chargée de bien d'autres fonctions que cette tâche. Par conséquent, les efforts de réforme nécessitent une compréhension approfondie de l'économie politique dans laquelle ils s'inscrivent et devraient conduire à des changements systémiques et politiques au sein de l'administration. Les réformes internes peuvent être complétées par des mesures visant à mobiliser les groupes d'intérêt qui exercent une pression de l'extérieur. Cette pression peut s'exercer sous la forme d'agences de réforme, de parlements, de gouvernements locaux ou de la société civile, sans oublier le respect des accords internationaux.

CONCEPT ET SERVICES DE GFA

GFA entend par RAP l'amélioration des procédures, des processus, des structures et des compétences de gestion afin de renforcer l'intégrité, l'efficience, l'efficacité et la légitimité des agissements de l'État. La RAP vise à permettre aux pays partenaires d'améliorer leurs prestations de services, de les rendre plus efficaces et de les adapter aux besoins des citoyens. Il en résultera un meilleur accès des groupes vulnérables à ces services et le respect des critères d'intégrité publique, de légitimité et d'État de droit. GFA offre une assistance dans trois grandes catégories de mesures de soutien à la RAP, à savoir le cadre et la structure institutionnels, la gestion des ressources humaines, l'organisation et les procédures.

Divers donateurs ont fait confiance à GFA pour évaluer et développer les capacités des acteurs au niveau national. Citons par exemple les entités du gouvernement central et les ministères clés, les agences d'État telles que les agences de service public ou les unités de réforme de l'administration publique, les institutions de contrôle indépendantes telles que les agences d'audit suprêmes ou les médiateurs, ou encore les écoles d'administration publique. Les équipes d'experts de GFA ont également été récompensées pour la mise en œuvre des efforts de réforme au niveau subnational, par exemple en ce qui concerne le développement des capacités des administrations municipales, la prestation de services ou le développement des ressources humaines.

GFA CONSULTING GROUP GMBH ▪ Jan Prothmann, Directeur de Département Gouvernance
Eulenkrugstraße 82, 22359 Hambourg, Allemagne ▪ e-mail: gov@gfa-group.de ▪ www.gfa-group.de

www.gfa-group.de/projects